

L'industrie chimique française maintient la croissance de son activité

Bertrand Louvet, président de l'Union des Industries Chimiques (UIC*) présente l'activité de l'industrie chimique française en 1998 et les perspectives pour 1999 (conférence de presse du 23 mars 1999).

La conjoncture de l'année 1998 : contraste entre l'ensemble Europe-USA et le reste du monde

L'année 1998 est celle des crises financières et économiques à répétition dans les pays émergents (Asie, Russie, Amérique latine) et du maintien de la croissance à un bon niveau aux États-Unis et en Europe ; le PIB mondial a crû de 2 % et le commerce mondial de 3,2 % (contre respectivement 4,1 % et 9,2 % en 1997).

Trois événements principaux ont marqué la conjoncture mondiale en 1998 :

- la dégradation, d'une amplitude sans précédent récent, de la situation financière des pays émergents,
- le fort ralentissement du commerce mondial,
- la baisse des prix sur les marchés des matières premières et de l'énergie, contribuant au mouvement désinflationniste des pays occidentaux.

Contrairement à l'année 1997, l'évolution du dollar par rapport aux monnaies européennes a été peu significative.

La **zone asiatique** aura particulièrement souffert, puisque une sévère récession a touché tous les pays de la région, à des degrés plus ou moins élevés selon leur capacité d'absorption et leur système politique propre.

Seule la **Chine** (figure 1) aura été épargnée, avec une croissance de 7,5 %. Elle envisage de stimuler la dépense publique afin de renouer avec les taux de croissance des années précé-

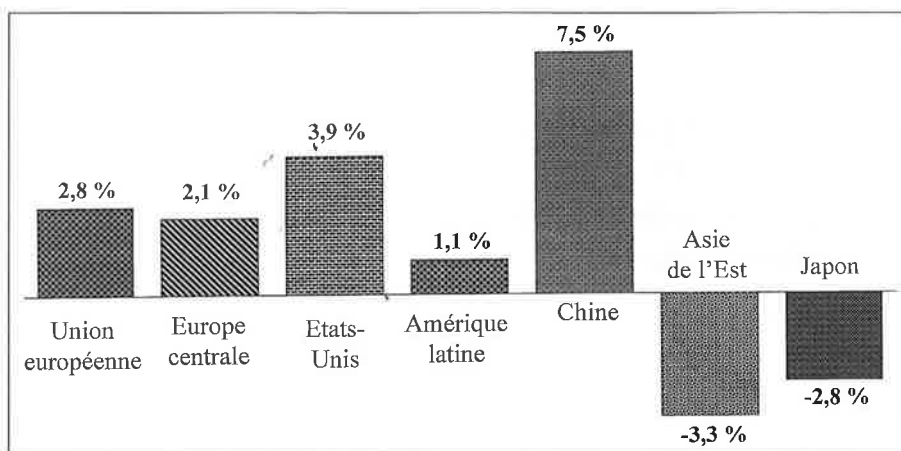


Figure 1 - Croissance économique des grandes régions du monde. Évolution du PIB 1998/1997.

dentes et a réaffirmé sa volonté de ne pas dévaluer le yuan.

La situation **japonaise** reste bloquée. L'archipel a connu une sérieuse récession en 1998 ; la consommation privée est restée déprimée et les entreprises ont fortement réduit leurs dépenses d'investissement (- 5,5 %).

La trop forte dépendance des capitaux étrangers de la part des pays d'Amérique latine a conduit à un ralentissement brutal de la croissance au second semestre.

L'économie **américaine** a fait preuve d'une surprenante vigueur (croissance du PIB de 3,9 %) grâce notamment à une demande intérieure soutenue par les ménages (biens de consommation, dépenses de logement, achats durables...) et les entreprises (investissements dans le secteur informatique). L'inflation qui est restée modérée (1,6 % en 1998) et le chômage dont le niveau historiquement bas s'est maintenu tout au cours de l'année ont expliqué cette bonne tenue de la demande intérieure.

La crise **russe** a aggravé les difficultés des pays d'Europe centrale et orientale économiquement proches de la

Russie. Inversement, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont fait face et ont confirmé ainsi le rétablissement de leurs grands « fondamentaux » économiques et leur arrimage de plus en plus solide à l'Union européenne avec laquelle la perspective de l'intégration se rapproche régulièrement.

La croissance **européenne** a connu une nette reprise depuis la mi-1997 et est restée relativement soutenue tout au cours de l'année 1998. La consolidation s'est effectuée de façon assez classique, après le soutien très fort des exportations en 1997, grâce à un processus de restockage suivi d'un redémarrage de l'investissement et d'une amélioration de l'emploi qui a soutenu la consommation.

Le ralentissement, réel depuis plus de six mois, provient essentiellement de l'affaiblissement de la demande extérieure conjugué à une dégradation de la compétitivité-prix due aux taux de change avec les pays émergents.

En particulier, en **France** (croissance de 3,2 % en 1998 à comparer à 2,3 % en 1997), l'activité liée à la demande intérieure est restée soutenue tout au cours de l'année, stimulée par des élé-

* UIC, Le Diamant A, 92909 Paris-La Défense Cedex. Tél. : 01.46.53.11.00. Fax : 01.46.96.00.59.
E-mail : uicgeneral@uic.fr
Serveur : http://www.uic.fr

ments autant psychologiques que factuels (baisse du chômage, faibles taux d'intérêts, inflation quasi nulle, évolution favorable du pouvoir d'achat): L'investissement des entreprises a enfin connu un cycle de reprise marquée, lié à l'amélioration des débouchés intérieurs, aux besoins de renouvellement et à l'effet « Euro-An 2000 ».

Malgré ce taux de croissance élevé, les efforts d'ajustement budgétaire ont été faibles en 1998, le déficit public s'inscrivant à peine sous le seuil de 3 % prévu par les critères de convergence européens.

L'industrie chimique française en 1998 : croissance modérée de 3,2 % de la production

Succédant à la forte reprise de l'année 1997, l'activité de la chimie a nettement décéléré en 1998 (figure 2), s'inscrivant néanmoins en hausse globale de 3,2 % ; cette croissance a été largement acquise au cours de la première moitié de l'année.

Au cours du second semestre, l'activité de l'industrie chimique (hors pharmacie) a subi de plein fouet les conséquences des crises mondiales ; elle a ainsi reculé de 3 % entre le niveau du 4^e trimestre 1997 et celui du 4^e trimestre 1998.

Le résultat en moyenne annuelle, qui est en ligne avec la prévision formulée par l'UIC au début de 1998, paraît plus favorable avec une croissance de 3,2 %,

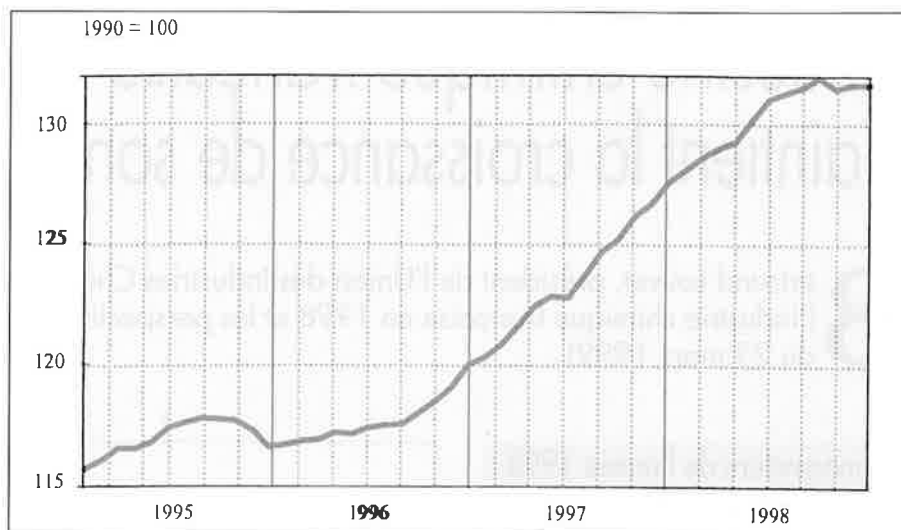


Figure 3 - Production de l'industrie chimique française. Évolution depuis 1995 (en volume, indice CVS - moyenne mobile sur 12 mois).^a

largement obtenue par une vive avancée de la composante pharmacie (+ 9,2 %) ; la chimie hors pharmacie se limitant à une progression de 1,5 % pour l'année.

Ce résultat est exactement similaire au chiffre de la croissance du PIB (+ 3,2 %), mais, pour une fois, inférieur à la croissance de la production manufacturière (+ 5,5 %).

La demande intérieure a été le principal soutien de l'activité de l'industrie chimique

Le bilan en demi-teinte de l'activité chimique pour 1998 - surtout si on y ajoute une nouvelle et sensible détérioration des prix - reflète les turbulences

de l'économie mondiale depuis le début de la crise asiatique au cours de 1997 (figure 3).

La contraction de l'excédent des échanges extérieurs de produits chimiques en 1998 a coûté près de 1,1 point de croissance ; cette dégradation est essentiellement imputable aux échanges avec l'ensemble des pays asiatiques, dégradation que la bonne tenue des ventes vers l'Europe et les États-Unis n'a pas suffi à compenser.

C'est la demande intérieure, en provenance des ménages comme des secteurs industriels, qui a constitué le principal soutien de la production.

S'y est adjoint un certain gonflement des stocks au cours des trois premiers trimestres, contribuant pour une part estimée à 0,4 point à l'augmentation de la production, mais précurseur du retournement de fin d'année.

Au total, la croissance de la production chimique française en 1998 se situe cependant plutôt favorablement dans l'espace européen où la progression de cette industrie n'a été que de 1,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'industrie chimique française pourrait dans ces conditions s'établir aux alentours de 470 milliards de francs pour l'année (à comparer avec 458 milliards en 1997).

Évolution de la production différenciée selon les secteurs

La croissance d'ensemble de l'industrie chimique en France recouvre,

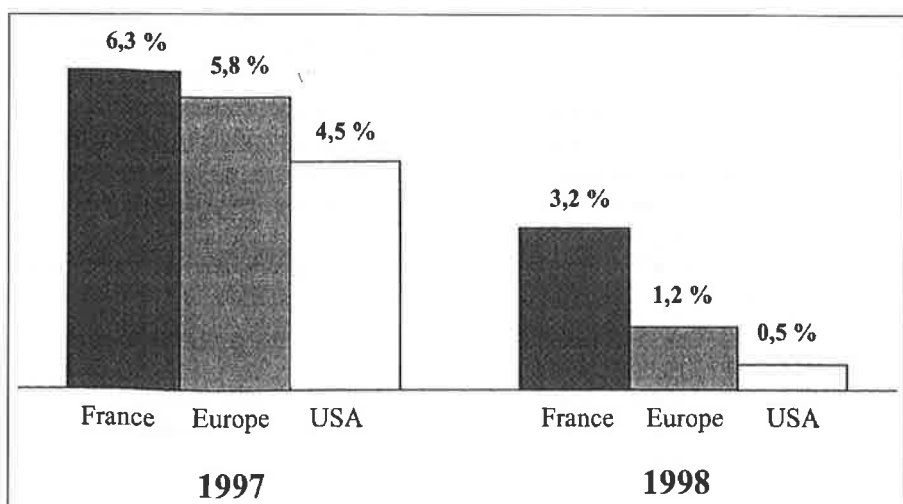


Figure 2 - Évolution (en volume) de la production de l'industrie chimique en France, en Europe et aux États-Unis en 1997 et 1998.

comme à l'habitude, des situations très diverses d'un secteur à l'autre (tableau I) :

Tableau I - Évolution de la production de l'industrie chimique française par secteurs (en volume et en %).

	1997/96	1998/97
Chimie minérale	+ 4,4	- 1,1
Chimie organique	+ 7,4	+ 1,9
Parachimie	+ 5,0	+ 0,1
Savons, parfums et produits d'entretien	+ 10,6	+ 4,3
Chimie hors pharmacie	+ 7,0	+ 1,5
Pharmacie	+ 3,9	+ 9,2
Ensemble de la chimie	+ 6,3	+ 3,2

Léger recul dans la **chimie minérale** résultant d'une diminution de 8 % de la production des engrais (dont la cause essentielle est la forte réduction de la production de potasse dans la perspective de son arrêt définitif, la production des engrais azotés et phosphatés étant restée stable) alors que les gaz industriels ont progressé de 2,4 % et que les produits de base sont demeurés stables.

Augmentation de la production de la **chimie organique** de 1,9 % venant consolider les progrès réalisés les années précédentes (+ 4,1 % en 1996 et + 7,4 % en 1997).

La production de produits pétrochimiques de base, notamment le propylène et l'éthylène, a été limitée par la quasi-saturation des capacités françaises dont le taux d'utilisation a dépassé 90 %.

En revanche, dans le secteur des matières plastiques, l'évolution a été satisfaisante avec un taux de croissance de 3,5 % grâce à une demande intérieure bien orientée, en particulier dans les secteurs de l'emballage, du bâtiment, de l'automobile, des industries électrique et électronique. Néanmoins, la pression des importations s'est intensifiée à la suite de la crise asiatique : si l'impact sur les volumes est relativement modéré, il est beaucoup plus fort sur les prix qui ont considérablement baissé.

Évolution très diverse selon les familles de produits dans la **parachimie** :

- Le marché phytosanitaire français enregistre en 1998 une croissance de l'ordre de 5 % avec, notamment, une

forte progression pour certains nouveaux fongicides.

Les exportations atteignent 12 milliards de francs, dont près de 60 % sont destinés au marché européen. Les grands opérateurs de ce secteur se concentrent de plus en plus sur le marché français, celui-ci devenant le marché stratégique européen.

- Dans le secteur des peintures, la demande intérieure est restée bien orientée, grâce aux bonnes performances de l'automobile. Malgré des prix de vente en retrait, le chiffre d'affaires enregistre une progression de près de 2 %.

- Progression sensible de l'ensemble savons, parfums, détergents et produits d'entretien, grâce principalement aux parfums et cosmétiques (+ 5,9 %) qui ont su tirer parti de la bonne conjoncture intérieure et de l'optimisme des ménages.

- Forte hausse de la **production pharmaceutique** (+9,2 %), avec une poussée des exportations de 21,4 % ; ce résultat conforte la position de la France en tant que premier producteur européen de médicaments.

un fort impact sur les échanges mondiaux en 1998.

La demande globale de l'Asie de l'Est a chuté de 30 % entre mi-1997 et mi-1998 et celle de l'OPEP de 20 % (contraction des recettes pétrolières). Le Japon et la CEI ont également réduit leurs importations.

De son côté, la zone OCDE a continué d'enregistrer une croissance soutenue de ses importations (6,8 % en moyenne annuelle en 1998), de même que l'Europe centrale (+ 12,6 %).

De nombreuses monnaies se sont trouvées déstabilisées ; si la parité dollar/franc a peu varié en moyenne, le yen a baissé de 7 % et les autres monnaies asiatiques entre 16 % (dollar de Taiwan) et 47 % (won sud-coréen).

Dans ce contexte, le commerce extérieur de la chimie française a bénéficié de sa forte concentration sur la zone OCDE transatlantique, qui absorbe 75 % de ses exportations.

Les exportations françaises de produits chimiques se sont accrues de 5,3 % tandis que les importations, répondant à une demande intérieure soutenue, ont augmenté de 9,8 %.

L'excédent des échanges de la chimie, de ce fait, s'inscrit en retrait de 5,4 milliards de francs par rapport à celui de 1997 (figure 4).

Les exportations ont représenté 54 % du chiffre d'affaires total de l'industrie chimique, estimé actuellement à 470 milliards de francs.

On peut rappeler à ce propos que le volume élevé de ses exportations représente, pour la chimie française, un contenu en emplois directs estimé à

Dans un contexte de fortes turbulences, la chimie française a maintenu le solde bénéficiaire de ses échanges extérieurs à un niveau élevé, 51,5 GF

Le retournement conjoncturel intervenu au troisième trimestre 1997 a eu

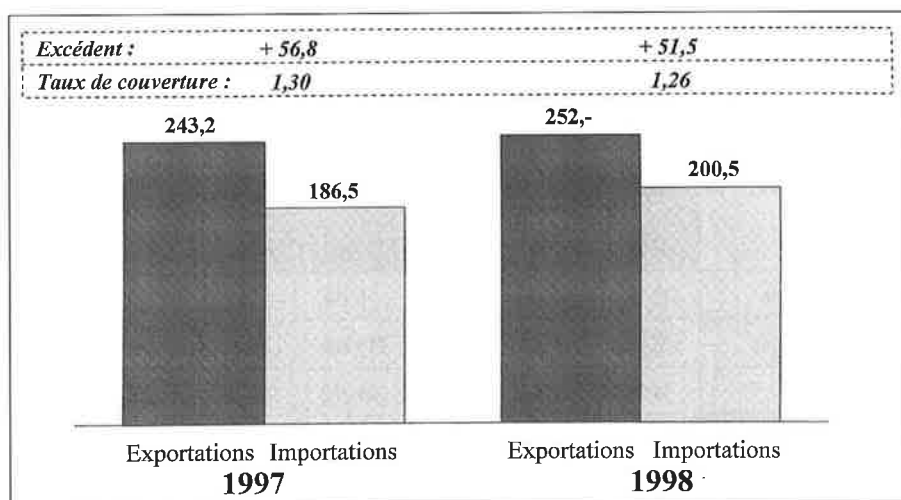


Figure 4 - Commerce extérieur de l'industrie chimique française en 1997 et 1998 (en milliards de francs).

120 000 personnes environ, soit un emploi sur deux de l'industrie chimique.

Commerce extérieur par secteurs

Plusieurs secteurs ont connu une détérioration de leurs échanges (*tableau II*) du fait d'une poussée des importations, en réponse à la vigueur du marché intérieur et, d'un autre côté, d'une contraction des exportations à destination des pays frappés par la crise financière.

Les produits de base voient leur balance des échanges se dégrader avec, pour les produits organiques qui constituent le premier poste des échanges, une croissance de 8,8 % des importations contre 1,3 % pour les exportations, évolution qui annule l'excédent de 3,4 milliards obtenu en 1997.

Évolution similaire pour les matières plastiques, troisième grand poste d'exportations, celles-ci progressant en tonnages (+ 4,9 %), mais reculant en valeur (- 1,2 %) ; tandis que les importations s'accroissent de 9,4 % en tonnages.

Les engrais connaissent à nouveau une aggravation du déficit des échanges qui s'était réduit l'année précédente, et ce en raison d'une forte poussée des importations (+ 12,3 % en tonnages).

Les produits phytosanitaires affichent à l'opposé une performance d'ensemble remarquable, avec des progressions tant en tonnages qu'en prix ; pour les exportations : 23,6 % en valeur, avec des prix améliorés de 7 % ; pour les importations, accroissement de 15,8 % en valeur. A noter, pour ce groupe de produits, les bons résultats des exportations sur le Japon (+ 11 %)

et encore plus sur les États-Unis (+ 121 %). Au total, gonflement de 1 milliard de l'excédent commercial qui atteint 3,7 milliards de francs. Rappelons que le commerce extérieur de ce secteur était encore déficitaire en 1992.

La crise en Asie de l'Est se fait sentir pour les groupes de produits ayant construit des positions fortes dans les pays de la région.

Si les exportations de parfumerie-cosmétique progressent globalement de 2,5 %, la valeur moyenne de la tonne exportée fléchit de 3 % ; et surtout les exportations enregistrent de sévères diminutions s'étageant entre 11 % vers le Japon et 41 % vers la Corée du Sud. La contraction des ventes sur cette région dépasse 1 milliard de francs pour l'année. Au total cependant, le fort excédent commercial de la parfumerie-cosmétique se maintient à 27,7 milliards de francs.

Enfin, la pharmacie continue de connaître une croissance soutenue de ses exportations, comme de ses importations, reflétant la redistribution continue des lieux de production et des échanges qui caractérise ce secteur, particulièrement en Europe. Finalement, l'excédent enregistre une nouvelle progression, passant de 15,1 milliards de francs en 1997 à 16,2 milliards en 1998.

Commerce extérieur par zones géographiques

Sous l'effet de la crise des pays émergents en 1998, les exportations ont été en recul sur l'Asie (- 21,5 %), et la CEI (- 21,1 %), tandis que la contraction des ventes s'établissait à 11 % sur le Japon. Les progressions sur l'Europe

de l'Ouest (+ 7,7 %), l'Europe centrale (+ 15,5 %), les États-Unis (+ 7,8 %) et même l'Amérique latine (+ 3,9 %) sont parvenues à limiter la baisse de l'excédent commercial pour l'année.

L'Union européenne est restée un débouché essentiel, avec une progression de 9 % de nos exportations de produits chimiques (dont + 10,8 % sur l'Allemagne, + 12,1 % sur le Royaume Uni, + 5,7 % sur l'Italie). A noter, du côté des importations, la forte avancée de nos achats en provenance d'Irlande (+ 53 %), et d'Espagne (+ 23 %). Sur d'autres pays d'Europe : recul des exportations sur la Suisse (- 6,5 %) ; stagnation vers la Norvège et la Turquie.

Vers l'Europe centrale, forte progression de nos ventes en Pologne (+ 19,5 %), en Hongrie et en Roumanie.

Sur l'Asie, les exportations sont en chute plus ou moins sévère sur la Corée du Sud (- 36 %), Singapour (- 26 %), Hong Kong (- 22 %), la Chine (- 5 %), avec un quasi-effondrement vers l'Indonésie (- 51 %). Les postes les plus touchés auront été les produits organiques, la pharmacie et la parfumerie-cosmétique. Plusieurs pays Est-asiatiques ont, à l'inverse, vu progresser leurs exportations vers la France (+28 % pour la Corée du Sud ; + 32 % pour Singapour). L'excédent des échanges de la chimie française avec cette zone se réduit de 3,7 milliards de francs.

Un coup d'arrêt est ainsi donné à l'expansion remarquable des ventes de la chimie française vers les pays d'Asie depuis quelques années ; ventes qui avaient représenté, en 1997, 18 % de ses exportations extra-européennes, faisant de cette zone notre première destination hors d'Europe, devant l'Amérique du Nord.

Vers l'Amérique du Nord, les exportations sont en progression vers les États-Unis (+ 7,8 %, grâce aux bons résultats obtenus par la pharmacie, la phytopharmacie et les plastiques) et vers le Canada (+ 16 %). Le déficit des échanges avec les États-Unis se creuse à nouveau en 1998 de 1,4 milliard, pour atteindre 6,7 milliards de francs (*figure 5*).

Les exportations ont bien résisté vers l'Amérique latine, touchée à son tour par la crise financière internationale ;

Tableau II - Commerce extérieur de produits chimiques de la France par secteurs en 1997 et 1998 (en millions de francs).

	Exportations		Importations		Soldes		
	1997	1998	1997	1998	1997	1998	Tendance
Chimie minérale	12 173	11 883	17 454	18 206	- 5 281	- 6 323	↘
Chimie organique	120 832	121 091	107 022	113 805	13 810	7 286	↘
Parachimie	31 972	35 044	26 221	28 382	5 751	6 662	↗
Parfumerie, cosmétique	33 605	34 429	6 113	6 755	27 492	27 675	—
Pharmacie	40 843	49 570	25 753	33 391	15 090	16 178	↗
Ensemble de la chimie	239 425	252 017	182 563	200 539	56 862	51 478	↘

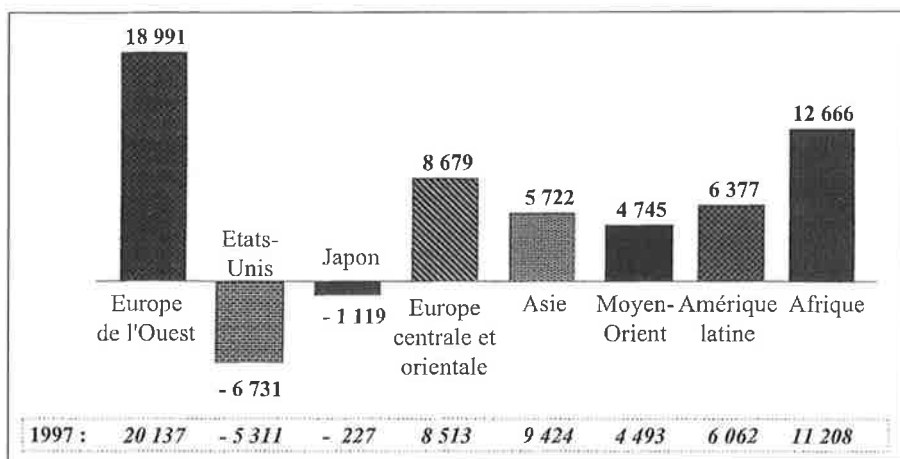


Figure 5 - Solde commercial de produits chimiques par grandes zones géographiques en 1998 (en millions de francs).

exportations en croissance sur le Mexique (+ 14 %), l'Argentine (+ 11 %), avec de moindres progressions sur le Brésil (+ 3 %) et le Venezuela (+ 6 %).

Enfin, l'Afrique est restée un marché bien orienté, avec de fortes augmentations des exportations vers l'Algérie (+ 33 %), le Nigeria (+ 23 %), tandis que les exportations vers l'Afrique du Sud ne progressaient que de 1 %, ce pays faisant croître de 10 % ses ventes en France.

L'année 1998 aura vu ainsi un centrage encore plus poussé des exportations françaises sur les pays de l'OCDE transatlantique, zone qui a été la destination de plus des trois-quarts des exportations françaises de produits chimiques. Au cœur de cet ensemble, la zone euro se constitue comme pôle de solidité de notre commerce extérieur en absorbant 48 % des exportations, en attendant davantage lorsque d'autres pays européens auront rejoint la monnaie unique.

Une reprise modérée de l'investissement qui reste à confirmer

La reprise conjoncturelle amorcée en 1996 semble enfin induire l'accroissement attendu des dépenses d'investissement. Selon une enquête de l'UIC, les investissements se seraient accrus de 8 % en 1998, atteignant le niveau de 22 milliards de francs, la plus grande part étant consacrée à des dépenses de renouvellement et de modernisation.

Après l'ajustement en baisse de la période 1991-1995, le cycle haussier de l'investissement se confirmerait grâce à l'amélioration des bilans, permettant ainsi de faire face aux nécessités de la concurrence.

De même, en 1998, l'industrie chimique de l'Europe de l'Ouest aurait connu une amélioration de 6 % de son niveau d'investissement.

Il conviendrait naturellement d'analyser la croissance des investissements immatériels (R & D, publicité, dépenses informatiques, formation) qui contribuent - tout autant que les investissements matériels - à la compétitivité de l'industrie chimique, tant française qu'européenne.

L'investissement dans la chimie prend place dans une dynamique plus globale d'interpénétration des investissements à l'échelle mondiale. Selon les statistiques de la Banque de France, l'industrie chimique est le premier sec-

teur manufacturier d'investissement des entreprises étrangères en France (31 % du total de ces investissements). Inversement, les entreprises françaises investissent en dehors du territoire national et situent, là encore, la chimie au premier rang des investissements réalisés par l'industrie manufacturière française (21 % du total).

Il n'en demeure pas moins que l'investissement matériel dans l'industrie chimique française, compte tenu de l'intensification de la concurrence et des évolutions technologiques, reste à un niveau insuffisant en terme de pourcentage du chiffre d'affaires (figure 6).

Poursuite des efforts de recherche-développement

L'ensemble chimie/pharmacie est le premier secteur industriel en matière de dépenses de R & D.

Le montant des dépenses de R&D constaté en 1996 - dernière année connue - (tableau III) positionne clairement le secteur chimie/pharmacie au premier plan des secteurs industriels, confirmant le rôle éminemment stratégique joué par l'innovation pour toutes les entreprises de ce secteur.

Le montant ainsi consacré à la R & D représente plus de 18 % du total des dépenses enregistrées en France.

Les évolutions de notre industrie vers la mise sur les marchés de produits de plus en plus performants (chimie de spécialités) et vers l'intégration sciences de la matière/sciences du vivant nécessitent des techniques et des

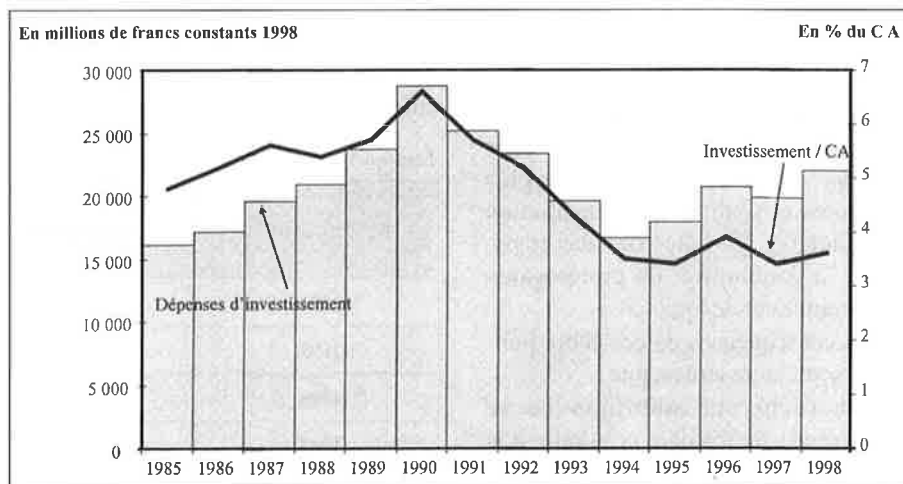


Figure 6 - Investissements matériels de l'industrie chimique en France (en millions de francs constants 1998 et en pourcentage du chiffre d'affaires).

Tableau III - Recherche et développement dans l'industrie chimique française.

	1995	1996	Variation 1996/1995
Dépenses totales de R&D (en millions de francs)	27 556	28 731	+ 4,3 %
dont : Chimie	8 644	8 718	+ 0,9 %
Pharmacie	18 922	20 013	+ 5,8 %
Ratio - dépenses totales de R&D sur chiffre d'affaires (en pourcentage)	6,53	6,77	
dont : Chimie	2,99	3,03	
Pharmacie	14,25	14,68	
Effectif total du personnel en R&D	28 986	29 400	+ 1,4 %
dont : Chimie	11 238	11 440	+ 1,8 %
Pharmacie	17 748	17 960	+ 1,2 %
Nombre de brevets déposés en France par l'ensemble chimie/pharmacie	1 661	1 632	

moyens toujours plus sophistiqués et coûteux ; quelques exemples illustrent cette réalité et ces imbrications complexes :

- la chimie combinatoire qui révolutionne la recherche de molécules actives en permettant de tester simultanément l'action de très nombreuses substances sur les récepteurs biologiques associés à une pathologie,

- les matières actives phytosanitaires toujours plus respectueuses de l'environnement grâce à une meilleure sélectivité et une mobilité réduite dans le sol,

- les biotechnologies qui sortent de leur domaine traditionnel (alimentaire, pharmaceutique...) pour trouver des applications dans un nombre croissant de secteurs industriels (textile, papier, cuir, environnement...).

Le décalage croissant entre la place de la chimie/pharmacie et les priorités de la recherche publique.

L'importance de la R & D pour notre secteur n'est toutefois pas reflétée par les principales orientations et les priorités affichées de la politique de recherche publique. Les domaines forts retenus sont « les technologies nucléaires et spatiales, la construction aéronautique, les industries des transports, la production de composants électroniques et de logiciels ».

Les conséquences de ces choix politiques sont, entre autres, que :

- la recherche publique ne se consacre pas de manière prioritaire à la chimie et à la pharmacie alors que les apports de ces disciplines de haute technologie sont indispensables aux progrès

dans tous les domaines, en particulier dans ceux retenus comme prioritaires !

- la part du financement public de la R & D dans la chimie/pharmacie est extrêmement faible (1 % pour la pharmacie et 4 % pour la chimie, soit au total 0,7 milliard de francs pour l'ensemble).

Eu égard aux enjeux stratégiques forts que représente la compétitivité industrielle dans le secteur chimie/pharmacie pour la France, il est prioritaire de réorienter les efforts de recherche publique.

Évolution de l'emploi et de la formation

La baisse quasi-continue des effectifs est un phénomène structurel (exigences de productivité, externalisation de certains métiers, progrès technique) qui touche pratiquement toutes les activités industrielles depuis environ deux décennies, y compris la chimie. Mais, entre 1985 et 1997, les effectifs de

celle-ci se sont sensiblement moins réduits (- 1 % par an en moyenne) que ceux de l'ensemble de l'industrie manufacturière (- 2,1 %). Au niveau européen, l'évolution est très comparable.

En 1998, ce mouvement s'est poursuivi et le nombre de salariés de l'industrie chimique française (tableau IV) s'est réduit d'un peu plus de 1 %.

Le niveau d'embauche se situe à peu près à 5 % de l'effectif global, soit de l'ordre de 12 000 personnes, dont la moitié sont des jeunes de moins de 26 ans (tableau V).

Tableau IV - Effectifs de l'industrie chimique française (selon le champ d'application de la convention collective).

Effectifs industries chimiques : 230 000			
dont : - chimie	: 165 000		
- parachimie	: 65 000		
Structure et qualifications des effectifs de la chimie			
	1985	1989	1997
Ouvriers et employés	64 %	56 %	48 %
Agents de maîtrise/techniciens	25 %	30 %	34 %
Ingénieurs et cadres	11 %	14 %	18 %

Cette situation est due, en partie, à l'utilisation importante par la profession du dispositif ARPE (retraite avant 60 ans avec 40 annuités de cotisations), dispositif qui a été encore reconduit en 1999. Depuis la fin de l'année 1995, 4 500 personnes en ont ainsi bénéficié, ce qui a entraîné un nombre équivalent d'embauches de personnel qualifié.

Pendant l'année écoulée, les efforts de la chimie en matière de formation professionnelle se sont encore accentués.

- L'industrie chimique a consacré près de 4% de sa masse salariale à la formation continue.

Tableau V - Évolution de l'embauche dans les industries chimiques.

En % de l'effectif	Embauches	Embauches de contrats en alternance et d'apprentissage	Total
1994	10,4	0,7	11,0
1995	13,0	0,7	13,7
1996	12,9	0,7	13,6
1997	11,3	1,0	12,3
1998*	12,9	0,9	13,8

* Chiffres provisoires.

Afin de renforcer les actions des entreprises dans ce domaine, l'UIC a développé pour elles des financements externes tels que l'EDDF (engagement de développement de la formation) et le FSE (fonds social européen), Objectif 4.

- La formation par alternance a continué à se développer (tableau VI).

Les contrats de qualification ont pu être maintenus à leur niveau précédent (900 contrats), tandis que le nombre des contrats d'adaptation augmentait de 30 % (1 000 contrats).

L'apprentissage a consolidé son implantation dans les entreprises avec près de 1 500 contrats.

Pour adapter les structures d'apprentissage à cette montée en puissance, l'UIC a entrepris une action de soutien aux centres de formation des apprentis de la profession grâce à un financement FSE, Objectif 3.

- Très engagée dans un partenariat avec l'enseignement, l'industrie chimique a accueilli environ 15 000 stagiaires en « convention école », ce qui correspond à 7 % de ses effectifs. Il faut noter également que les premiers stages UEP (unité d'expérience profes-

sionnelle), dans le cadre du programme de formation en alternance lancé conjointement par le MEDEF et l'université, ont été mis en place dans certaines régions.

Perspectives et interrogations pour 1999

Les perspectives de croissance pour l'Union européenne (+ 1,8 %) et pour la France (+ 2,1 %) s'appuient largement sur la progression attendue de la demande intérieure ; celle-ci, tirée principalement par la consommation des ménages, pourrait à nouveau progresser de près de 2,5 % en France.

La production manufacturière, très sensible aux turbulences constatées dans les pays émergents et aux baisses des prix, devrait s'accroître de 2 % en France (contre + 5,5 % en 1998).

L'industrie chimique connaîtrait un taux de croissance en volume n'excédant pas 2 % tant en France qu'en Europe.

Les disparités constatées entre les

différents secteurs (chimie de base, parachimie, pharmacie) demeureront assez substantielles et seront largement fonction des évolutions des différents secteurs clients et des mesures structurelles susceptibles de les affecter (PAC, fiscalité, mesures concernant la santé...).

Autant l'enquête réalisée par l'UIC auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises du secteur que les indications de l'INSEE confirment l'hypothèse d'une quasi-stabilisation du niveau des investissements matériels pour 1999 au niveau atteint en 1998. Plus de la moitié de ces investissements devrait être consacrée à des dépenses de renouvellement et de modernisation, permettant des gains de productivité.

Confrontée à un paysage concurrentiel qui s'intensifie sans cesse, l'industrie chimique française sait s'adapter et faire preuve d'innovation, tant au niveau de ses produits et procédés, que des structures organisationnelles. Elle partage légitimement les préoccupations de tous les secteurs de l'industrie sur des questions aussi diverses que l'évolution du commerce international, le redressement des économies asiatiques, la volatilité des marchés financiers et les baisses des prix industriels.

Les nombreuses opérations de restructuration qui ont eu lieu en 1998 démontrent à quel point la concurrence mondiale est vive dans le secteur de la chimie-pharmacie et combien il importe donc que les meilleures conditions soient remplies en France pour que les entreprises installées sur le territoire puissent continuer à se développer et pour que de nouvelles implantations puissent voir le jour.

Tableau VI - Insertion des jeunes dans la chimie.

Formation en alternance						
	Apprentissage	Qualification	Adaptation	Orientation	Total	% effectif
1993	106	536	637	-	1 279	0,50 %
1994	220	789	600	-	1 609	0,70 %
1995	461	1 078	794	16	2 349	1,10 %
1996	838	957	658	27	2 480	1,20 %
1997	1 022	1 039	803	25	2 889	1,45 %
1998	1 500**	944*	1 034*	17*	3 495	1,75 %

* Situation au 16 mars 1999.

** Enquête C2P au 15.12.1998.